



Europe sociale - Une forte cohésion

Vivre la justice sociale dans et entre les États membres

Lors d'une conférence en ligne interactive, le ministre fédéral Hubertus Heil a échangé des idées pour une Europe sociale, pendant et après la crise, avec des invités européens de haut rang, des partenaires sociaux, des associations ainsi que des citoyens et des citoyennes.

Le 16 septembre, le ministre fédéral M. Heil a réuni des invités européens lors d'une manifestation interactive numérique visant à renforcer l'Europe sociale. Des discussions animées ont été menées sur la manière d'améliorer et d'harmoniser les conditions de vie dans l'ensemble de l'UE et sur la façon de concevoir conjointement les relances économique et sociale.

Pour Hubertus Heil, une chose est claire : faire avancer l'Europe ensemble signifie que progrès économique et progrès social doivent aller de pair. Car c'est précisément cette conception d'une communauté d'États sociaux qui distingue l'UE et c'est sur elle que repose sa force économique. Il s'agit avant tout de garantir des salaires équitables. Les populations des différents États membres ne doivent pas être montées les unes contre les autres. Il ne doit pas y avoir de travailleurs et de travailleuses de seconde classe ; les droits doivent s'appliquer de la même manière à tous. Mais même ceux qui ne peuvent pas travailler devraient pouvoir vivre dans l'UE en toute sécurité et dans la dignité. C'est pourquoi les systèmes de protection sociale de base dans les États membres de l'UE incluent également la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La conférence a débuté peu après que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a prononcé son premier discours sur l'état de l'Union (« State of the Union ») devant le Parlement européen.

Ce discours a également fait l'objet d'un panel avec le président du Parlement européen David Sassoli, la ministre portugaise du Travail Ana Mendes Godinho et le ministre fédéral Hubertus Heil. Tous trois ont convenu que le discours de la présidente de la Commission européenne était une bonne nouvelle pour l'Europe. Ses déclarations en faveur d'un cadre européen pour les salaires minimum, qui est maintenant très attendu, ont en particulier attiré l'attention. De manière unanime, le panel a déclaré que l'UE avait fait preuve davantage de solidarité que lors des crises précédentes, signe d'espoir et de nouveau départ.

Hubertus Heil a déclaré en marge de la conférence :

« C'est une excellente chose que la présidente de la Commission européenne ait souligné dans son discours d'aujourd'hui que la protection des travailleurs et des travailleuses est une de ses préoccupations particulières. En tant que ministre du Travail, qui assure également la présidence du Conseil de l'UE, je suis particulièrement heureux de son engagement en faveur d'un cadre européen pour les salaires minimum. La présidente de

la Commission a raison de dire que tout le monde dans l'UE devrait avoir accès à des salaires minimum, que ce soit par le biais de conventions collectives ou d'un salaire minimum légal. Mme von der Leyen peut être assurée que nous lui apporterons en tant que présidence du Conseil, le meilleur soutien possible à une proposition ambitieuse. Car il est clair pour moi que des salaires décents et permettant d'échapper à la pauvreté ont un sens non seulement social mais aussi économique. Il ne fait aucun doute que des partenaires sociaux et des conventions collectives forts constituent la meilleure protection contre les salaires indécents. C'est pourquoi nous ne parlons pas seulement de critères communs dans un cadre européen pour les salaires minimum, mais aussi du renforcement du partenariat social. »

Au préalable, les partenaires sociaux, la société civile, la recherche, les parties prenantes, les multiplicateurs et les citoyens et citoyennes avaient discuté de ce qui constitue un emploi durable, de la manière de concevoir les systèmes de protection sociale de base dans l'UE, de l'importance des conventions collectives et des salaires minimum, des mesures nécessaires pour soutenir les jeunes et de la manière de garantir qu'il n'y ait pas de travailleurs et de travailleuses de seconde classe, mais que chacun soit protégé par les mêmes droits. Le ministre fédéral Heil est convaincu qu'il est crucial pour la cohésion en Europe de ne pas parler seulement aux experts et expertes, mais de rechercher également le dialogue avec les partenaires sociaux, les citoyens et les citoyennes. Le ministre fédéral Heil, les ministres du travail de Roumanie et du Portugal et le commissaire responsable, Nicolas Schmit, ont donc rencontré des participants et participantes aux ateliers pour un échange direct à la fin de la conférence. Ces derniers ont eu l'occasion de présenter leurs idées et leurs souhaits. Dans ce contexte, un large consensus s'est dégagé sur les projets du ministère fédéral allemand du Travail et des affaires sociales pour la présidence allemande du Conseil, à savoir de contribuer au lancement de la proposition d'un cadre européen pour les salaires minimum, de faire avancer le débat sur les systèmes de protection sociale de base résistants aux crises, de faire respecter les droits de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses et de préparer les personnes à un monde du travail qui a évolué.

À ce propos, Hubertus Heil a résumé après la conférence :

« Les discussions d'aujourd'hui ont montré à quel point des idées créatives existent en Europe. Cet échange nous a non seulement inspirés mais aussi encouragés. Il nous rend optimistes quant à la possibilité de faire avancer l'Europe sociale de manière notable dans les mois à venir. La présidence allemande du Conseil est disposée à trouver des solutions derrière lesquelles les États membres de l'UE puissent se rassembler. Car ce qui importe maintenant, c'est que nous travaillions ensemble pour garantir des salaires équitables et une sécurité sociale, que nous façonnions ensemble le nouveau monde du travail et, en particulier, que les jeunes aient le sentiment que l'Europe n'est pas seulement une promesse d'avenir, mais une perspective concrète. »